

Classiques des sciences sociales dans le champ militaire

Morris Janowitz, “Toward a Redefinition of Military Strategy in International Relations”, *World Politics*, vol.26, n°4, 1974, pp.473-508.

Par Bernard Boëne

Publié en 1974 dans une revue prestigieuse, cet article signale le retour sur le devant de la scène, après l'échec américain au Vietnam, des considérations qui sont celles de l'École pragmatique de Chicago¹ sur la place de la force dans les relations internationales. Cette école trouve son origine au milieu des années 1930, dans les écrits du politiste Harold Lasswell, disciple de John Dewey.² Elle affirme l'unité de l'action et de la connaissance, le pluralisme des ordres de réalité et de valeurs, et la multidisciplinarité nécessaire des approches, qu'elle applique aux questions de politique publique. Elle insiste, comme il sied aux pragmatistes depuis William James (“*L'univers est un multivers*”), sur la conciliation au mieux de cette diversité (voire de contraires) dans l'action, en fonction des contextes. C'est la conception à laquelle Morris Janowitz, qui s'en fait l'héritier actif,³ restera fidèle tout au long de sa carrière, et qui sous-tend ses analyses en matière militaire.

Le contexte et l'auteur

La période est à la détente Est-Ouest : les Accords Salt-I ont été signés deux ans auparavant. L'équipe Nixon-Kissinger, acquise au réalisme stratégique, vient de renouer avec Pékin, plus de vingt ans après l'avènement du maoïsme. Elle cherche la voie vers un désengagement des troupes américaines dans le monde pour solder le fiasco vietnamien, tout en évitant l'affrontement avec l'URSS, trop dangereux entre superpuissances nucléaires, sans perdre de vue l'intérêt national des États-Unis et au-delà de l'Occident. L'heure semble se prêter à une approche d'inspiration pragmatiste.

Morris Janowitz a 54 ans, et est au faite de sa carrière. Depuis la parution de son maître-livre, *The Professional Soldier* (1960),⁴ il est le chef de file de la sociologie militaire au plan international, et a régné sur le prestigieux département de sociologie de l'Université de Chicago. Il est à l'origine d'un influent Séminaire Interuniversitaire qui réunit tous les deux ans chercheurs académiques, journalistes spécialisés, officiers et responsables politiques sur les questions de défense, et s'apprête à lancer la revue *Armed Forces & Society*. Il a pris une part notable dans le débat sur le retour des États-Unis à l'armée de métier, par une critique constructive dans des articles et des prises de position

¹ École qui n'a rien en commun, sinon le lieu où elle déploie ses thèses, avec celle du même nom, emmenée par Milton Friedman, qui régnera bientôt en maître sur la pensée économique.

² Harold D. Lasswell, *World Politics and Personal Insecurity*, New York, McGraw-Hill, 1935.

³ Il dirigera la collection “Heritage of Sociology” aux presses de l'Université de Chicago, collection qui fait la part belle à cette tradition de recherche.

⁴ Cet ouvrage a fait l'objet d'une présentation dans le premier numéro de *Res Militaris*, à l'automne 2010 : cf. http://resmilitaris.net/ressources/10123/62/res_militaris_classiques_janowitz_version_finale.pdf.

publiques (notamment lors d'auditions devant la Commission des forces armées au Sénat fédéral) en faveur du maintien d'un lien aussi puissant que possible des armées avec l'esprit citoyen après le terme mis à la conscription sélective des années 1948-1973.

Il revient dans cette contribution sur la notion de *constabulary force*, apparue pour la première fois sous sa plume quatorze ans plus tôt, dans la conclusion de *The Professional Soldier*. Il s'agit de l'idée forte selon laquelle, dans un contexte de menace d'holocauste nucléaire sur laquelle repose la dissuasion mutuelle, la victoire militaire perd son sens traditionnel, et le maniement de la force doit désormais obéir non seulement à l'intérêt national bien compris, mais encore au souci de relations internationales viables et stables, qui tiennent à distance le danger de l'apocalypse. Ce souci de la protection d'un ordre stable rapproche la nouvelle fonction des armées de celle de la police à l'intérieur des États (c'est le sens du mot "*constabulary*"), même si le parallèle ainsi tracé ne peut être poussé jusqu'au bout. À cette condition, les armées peuvent jouer à plein, dans l'ordre interne, leur rôle de ciment de la cohésion sociétale et d'entretien du patriotisme – sans crainte de les voir déboucher, comme au cours du premier 20^e siècle, sur de très grandes guerres meurtrières : idée éminemment pragmatique, au sens philosophique de W. James et J. Dewey, à la lumière de laquelle il cherche la voie la plus adaptée permettant aux sciences sociales de contribuer de manière utile à la réflexion stratégique.

L'article

Son propos de 1974 s'ouvre sur une affirmation : "*Bien qu'ils s'efforcent d'utiliser des catégories intemporelles, les spécialistes des sciences sociales, surtout quand ils analysent les relations internationales, se doivent de prendre en considération les changements du contexte historique*". Le changement qui caractérise l'époque réside dans le paradoxe de tendances concomitantes à une concentration sans précédent de la puissance militaire et à une diffusion forte de la puissance politique dans le monde. Il peut s'analyser au moyen d'un concept proposé par Karl Mannheim en 1940, celui de "démocratisation fondamentale",⁵ qui lui servait à rendre compte de l'évolution maîtresse des structures sociales dans les nations industrielles, mais qu'on peut aujourd'hui transposer à l'arène internationale. La plupart des travaux sociologiques en matière de relations entre États ont porté sur les attitudes et perceptions des acteurs, alors que l'approche institutionnelle, l'analyse des organisations militaires ou politico-diplomatiques, paraît beaucoup mieux adaptée au sujet.

L'argument central est qu'à l'âge nucléaire, et au moment où l'ère coloniale touche à sa fin, il faut abandonner les concepts vagues d'équilibre des forces, d'armes tactiques ou stratégiques, offensives ou défensives, en faveur de la notion de systèmes militaires à caractère stabilisant ou déstabilisant. La place et le rôle de la force dans le monde ont changé depuis la prise de conscience par les nations développées du peu d'intérêt de la guerre totale comme instrument d'une politique nationale. Dans la mesure où la raison l'emporte, la guerre n'est plus considérée par elles comme inévitable. Simultanément, les

⁵ Karl Mannheim, *Man and Society in an Age of Reconstruction*, New York, Harcourt, Brace, 1940.

nations développées se sont retirées, de bon gré ou après des engagements militaires infructueux, des pays d'outre-mer qui constituaient leurs empires coloniaux. Elles ont substitué au régime colonial des mesures d'aide au développement ou au maintien interne ou externe de la souveraineté des pays nouvellement indépendants. Dans ce contexte nouveau, la fonction des armées est d'éviter une guerre majeure entre nations développées, et d'inhiber les guerres limitées qui pourraient se faire jour à la périphérie : c'est une fonction de stabilisation. L'adéquation, la légitimité et l'utilité des politiques militaires doivent se juger à cette aune. Elle doivent également s'apprécier à la façon dont elles contribuent à réduire le niveau des dépenses militaires, à favoriser la maîtrise des moyens de la puissance [*arms control*], et à diminuer l'insécurité qu'engendre la course aux armements parmi les masses. La notion de dissuasion apparaît alors plus limitée et plus négative que celle de stabilisation. Cette dernière doit servir à éviter toute dérive utopique à une époque de redéfinition des intérêts nationaux : des systèmes militaires stabilisateurs sont synonymes d'effets politiques, économiques et moraux positifs sur la vie internationale.

Les restrictions croissantes qui enserrant désormais la fonction des armées ont un impact différent selon qu'on se situe dans des pays politiquement pluralistes ou dans des États à parti unique. Les seconds ont une capacité, que sont loin d'avoir les premiers, à mobiliser au service de leur appareil de défense des ressources matérielles et humaines (conscription) sans être soumis à de fortes pressions de l'opinion. Cette asymétrie se double d'une autre, plus importante encore : les armées totalitaires sont à la fois instrument de défense externe, de police interne et d'endoctrinement idéologique, là où les armées démocratiques n'interviennent dans le maintien de l'ordre public qu'en toute dernière extrémité, et se doivent d'être politiquement neutres. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si les armées de pays totalitaires sont moins touchées que les nôtres par les changements de contexte et de missions fondamentales en cours. Ce n'est pourtant là qu'une affaire de degré : l'ensemble des pays industriels est soumis aux mêmes influences et suit des trajectoires relativement parallèles.

Une analyse systémique des relations internationales

L'analyse scientifique des relations entre États ne peut se prévaloir d'une théorie paradigmatique aussi puissante que celle du marginalisme en économie ou de la théorie de l'apprentissage en psychologie comportementale. (Il est au demeurant peu probable qu'une théorie des relations internationales – pas plus que de l'État-providence – émerge un jour, car il est dans la nature des théories d'être liées à des disciplines, et non à des champs thématiques). L'approche classique emprunte à la science politique la notion d'équilibre des forces, notion vague car susceptible de s'appliquer à tous les contextes sans même en spécifier les éléments. Elle a surtout servi dans le passé à justifier rationnellement la politique de puissance. Elle est inadaptée aujourd'hui parce qu'incapable d'intégrer les décisions et facteurs volontaristes comme dimensions indépendantes de l'analyse. La théorie des jeux, les modèles cybernétiques ou de simulation lui ont apporté une certaine rigueur, mais ne sont guère en mesure de prendre en compte le changement, structurel ou normatif. Leur oubli des dimensions institutionnelles et culturelles ne leur permet pas de

clarifier l'impact des moyens militaires sur les fins politiques dans la dynamique des relations internationales.

À côté de cela, on trouve une littérature révisionniste marxiste (Gabriel Kolko), que Janowitz expédie en une phrase, pour ajouter que malgré la surabondance générale de livres et d'articles dans le champ, bien peu de travaux ont retrouvé le niveau de qualité intellectuelle des classiques des années 1930 (notamment ceux de Lasswell). Ces auteurs anciens avaient su se débarrasser des théories unifactorielles – déterminisme économique, fondements psychologiques de l'agressivité collective organisée, potentiel géopolitique. Les intellectuels d'aujourd'hui sont confrontés à l'analyse d'une violence qui les fascine ou les obsède, mais qu'ils ne savent comment prendre: l'objectivité en la matière leur apparaît cynique. Il est pourtant possible de l'aborder analytiquement de façon responsable. Il faut pour cela extrapoler les tendances qui se font jour au plan national comme à celui des rapports interétatiques, pour en apprécier les limites et les conditions de réversibilité. Faute d'une théorie générale, l'éclectisme interdisciplinaire et l'introduction d'un ordre relatif plus ou moins arbitraire des variables et de leurs effets sont de règle.

On peut, comme Morton Kaplan,⁶ considérer les relations internationales comme un système, mais c'est un système instable et imparfait: ni mécanique ni clos sur lui-même, il se présente comme un ensemble lâche d'arrangements institutionnels porté par les tendances maîtresses affectant les potentiels économiques et militaires, et soumis à l'influence des moyens volontaristes et rationnels mis en œuvre par le personnel politique pour s'adapter aux situations auxquelles il est confronté. Le terme "analyse systémique" (auquel Janowitz aura également recours quatre ans plus tard dans son gros volume sur le dernier demi-siècle en Amérique⁷) ne fait que souligner l'absence d'une théorie de référence, et le caractère de pis-aller qui s'attache à l'approche retenue. Cette approche n'a rien à voir avec l'analyse des systèmes. Elle vise, non pas à prédire le futur, mais à éviter les prophéties auto-réalisatrices en clarifiant les tendances émergentes, et en situant les effets probables des choix politiques possibles et des efforts d'institutionnalisation des rapports internationaux.⁸ Dans l'ordre de l'action, elle ne vise pas, comme trop d'autres, à la mise au point d'une *ingénierie*, mais à la formation de jugements de réalité éclairés parmi les décideurs.

L'analyse systémique des relations internationales commence donc par examiner les éléments économiques et militaires, et se sert des éléments politiques comme de mécanismes de coordination. Des éléments psychologiques ont été incorporés au schéma dans les années 1930 (*cf.* Lasswell), et depuis que la légitimité du recours à la force est devenue problématique – en raison du pouvoir de destruction extrême des technologies militaires, et des tensions sociopolitiques inhérentes aux sociétés industrielles avancées – la

⁶ Morton Kaplan, *System and Process in International Politics*, New York, Wiley & Sons/ London, Chapman & Hall, 1957 (2^e édition : 1969).

⁷ Morris Janowitz, *The Last Half-Century : Societal Change and Politics in America*, Chicago, University of Chicago Press, 1978.

⁸ On notera la proximité de cette position avec celle de Raymond Aron sur le même sujet, par exemple *in* Jessie Bernard, T.H. Pear, Raymond Aron, Robert C. Angell *et al.*, *The Nature of Conflict*, Paris, UNESCO, 1957.

dimension sociale a fait la preuve de sa pertinence. Il serait certes dangereux de développer une théorie sociologique des relations internationales, parce qu'elle risquerait de se limiter rapidement à des questions de recrutement, de moral ou d'éthique, en dehors de toute considération des réalités politiques. Cependant, les changements qui affectent la fonction militaire reflètent l'évolution normative, et l'analyse des organisations et de la structure sociale peut utilement enrichir le schéma.

Les sociétés industrielles avancées se caractérisent par une division du travail complexe et une interdépendance fonctionnelle, dont les conséquences normatives et politiques pour l'ordre social peuvent être appréhendées en termes de démocratisation fondamentale. Mannheim entendait par là l'exercice d'un pouvoir résiduel grandissant par des catégories autrefois périphériques ou exclues, mais qui rejoignent la partie centrale de la société. La conséquence de cette intégration est une croissance des tensions politiques et une crise de légitimité : les élites sont contestées par des groupes disposant d'un pouvoir de veto et, sans déboucher sur la révolution, les conflits sociaux deviennent chroniques. Le système politique s'en trouve relativement paralysé. Le même processus de diffusion du pouvoir résiduel, avec les mêmes conséquences, est discernable au plan international, malgré d'énormes concentrations de puissance aux mains des États développés. Il ne s'agit pas seulement du passage d'un système bipolaire à un système multipolaire, car le phénomène se démultiplie et s'observe également à l'intérieur des régions de la planète.

En second lieu, la place respective de la force et de la persuasion subit une transformation, dans le sens d'une fusion ou d'une articulation plus étroite. À l'ère des armées de masse et de la guerre totale, on distinguait des phases "normales", dominées par la persuasion, et des phases d'exception, caractérisées par une perturbation de l'équilibre des forces menant à la guerre, c'est-à-dire à la recherche de la victoire par tous les moyens disponibles. À cette alternance de la paix et de la guerre a succédé une situation où escalade (ou désescalade) de la violence et négociation s'observent simultanément. Des considérations normatives sont indéniablement à l'œuvre dans ce phénomène (souci de limiter l'application de la force), mais c'est pour l'essentiel l'effet d'une interdépendance fonctionnelle accrue, marquée par des plages élargies d'intérêt commun entre parties prenantes. Les aspects symboliques du recours à la force prennent une importance plus centrale. Le même phénomène se note dans le maintien de l'ordre au sein des démocraties politiques occidentales.

Le rôle de la force dans l'ordre international

Au cours du dernier quart de siècle, c'est-à-dire depuis l'immédiat après-guerre, l'inégalité entre les nations s'est moins réduite que les inégalités sociales en leur sein. On peut même penser que le fossé s'est creusé entre pays développés et les autres. La force, en contribuant à maintenir l'ordre international, conforte ces inégalités, de la même façon que les forces de police maintiennent la stratification sociale interne des États. Dans le même temps, elle rend possible des processus économiques, éducatifs ou administratifs tendant à réduire les inégalités existantes. Il semble que la fonction de conservation des inégalités soit en perte de vitesse : le coût d'un maintien par la force militaire des avantages écono-

miques est désormais supérieur à ces avantages mêmes. La vitalité économique du capitalisme occidental des années 1970 a plus à perdre qu'à gagner à des dépenses militaires de niveau élevé, tandis que dans les régimes communistes, l'énormité des ressources consacrées aux armées est un frein puissant au développement industriel. L'espérance de gain qui s'attache à la conquête est des plus limitées depuis que les armes nucléaires rendent impossible une restructuration majeure des zones d'influence, et que les nations pauvres ne se laissent plus impressionner par les démonstrations de force. Pour parler comme les économistes, l'utilité marginale de la guerre a fortement décliné.

À l'âge nucléaire, les avantages psychologiques de la sécurité et de l'honneur d'appartenir à une nation forte (Lasswell) ont largement été éclipsés par l'angoisse. Des sentiments ambivalents poussent à soutenir l'effort de dissuasion, mais affaiblissent le lien social, par apathie, ou conduisent au neutralisme, par révolte morale. L'enthousiasme pour la guerre a disparu, et la capacité des armées à assurer la sécurité psychologique des citoyens s'est amenuisée. La maîtrise des armements peut de ce point de vue comporter des avantages qui sont psychologiques plus encore que stratégiques.

De façon similaire, l'utilité et la légitimité de la force dans le maintien des alliances sont désormais affaiblies, suivant des modalités différentes selon qu'on a affaire aux nations d'Europe occidentale, à celles du Pacte de Varsovie ou aux États du Tiers-monde. Mais partout, l'efficacité d'une présence ou d'une intervention militaire dépend de la stabilité politique des relations entre alliés, relations aujourd'hui marquées par la "démocratisation fondamentale" et les conflits y afférents. L'intérêt des alliances ne se mesure plus seulement au surcroît de puissance qu'elles procurent, mais à leur capacité à stabiliser plutôt qu'à déstabiliser l'ordre international.

Stratégie et stabilisation

L'abondante littérature publiée après 1945 sur la politique extérieure et militaire semble avoir été beaucoup moins sensible aux limites de la force qu'à une utilisation optimale du potentiel stratégique existant : il suffit de relire *Nuclear Weapons and Foreign Policy* (Henry Kissinger, 1957) pour s'en faire une idée. Pourtant, une question se pose : pourquoi les conceptions stratégiques ont-elles été immédiatement transformées par l'existence d'armes nucléaires s'agissant de l'Europe occidentale, alors que les raisonnements anciens sur le rôle de la force ont continué à s'appliquer en Asie ? Les distinctions entre armes tactiques et stratégiques, offensives et défensives, qui ont agité les stratèges universitaires pendant vingt ans n'ont pas de fondement conceptuel ou opérationnel, et ne reflètent qu'une certaine fascination pour la violence. La précision accrue des vecteurs, développement technologique majeur de nature à brouiller les frontières entre catégories d'armes, contribue à la déstabilisation par la course aux armements, le durcissement et la dispersion des sites de lancement. Les missiles antimissiles ne feront qu'augmenter le nombre de missiles intercontinentaux pour saturer les défenses adverses.

Stabilisation et déstabilisation sont des concepts qui obligent à ne pas restreindre l'analyse à ses aspects techniques, mais à prendre en compte le contexte sociopolitique dans la recherche d'un système de relations internationales viable. Il s'agit d'apprécier le

potentiel stabilisateur des divers choix de politique militaire au regard des asymétries entre blocs en matière de capacité de mobilisation des ressources, et des réalités de la seconde phase, commencée en 1968, des relations Est-Ouest. Des systèmes militaires stabilisateurs devront ménager l'économie et ne pas engendrer des niveaux d'insécurité psychologique tels que les sociétés industrielles n'auraient d'autre recours que de se transformer en États-casernes (Lasswell encore⁹). Entre 1945 et 1968, malgré l'absence de négociations explicites sur la maîtrise des armements, les dépenses militaires n'ont pas contribué à une déstabilisation. Les forces conventionnelles stationnées en Europe ont eu une influence stabilisatrice, tandis que celles d'Asie ont eu l'effet inverse. Le succès de la dissuasion nucléaire dans l'inhibition de conflits ouverts en Europe doit autant au contexte politique et normatif qu'aux systèmes d'armes : la structure sociale et la posture politique des États-Unis écartaient toute attaque préventive de leur part, et la présence d'un substantiel contingent américain, preuve de la stabilité des relations politiques entre Alliés, bloquait tout aventurisme soviétique, ou tout débordement neutraliste dans les populations. Les Américains ont su, de même, résister à la tentation d'un vaste programme de défense civile qui, en affaiblissant la crédibilité de leur désir d'éviter la guerre nucléaire, aurait été hautement déstabilisant.

À l'inverse, l'échec de la stabilisation en Asie tient pour l'essentiel à l'absence, sous l'influence du lobby "chinois" aux États-Unis, de toute reconnaissance de la Chine communiste. Tout semble indiquer que l'ouverture pratiquée à compter de 1968 aurait pu être tentée avec succès dans l'après-guerre : elle aurait transformé les rapports de la Chine avec l'URSS et les autres nations d'Extrême-Orient. Dans la réalité, le soutien américain à la guerre française en Indochine a déstabilisé la région. Cette politique n'a pas pris en considération les ferments du nationalisme et de la décolonisation. La Seconde Guerre d'Indochine, qui en a découlé, n'a pu être gagnée, et il a fini par apparaître que le seul moyen d'y mettre un terme était de satisfaire les objectifs politiques de la Chine.

Depuis 1968 environ, la situation internationale a été marquée par une parité nucléaire entre les deux Grands, la complexité croissante des armements de cette nature, la prise de conscience des limites d'une intervention militaire américaine, tout comme des programmes d'assistance militaire aux nations en voie de développement, mais encore par des tensions entre Chine et Union Soviétique, et les problèmes internes aux nations industrialisées, URSS comprise. Dans ce contexte, même si la maîtrise des armements doit être institutionnalisée, la stabilisation ne peut se concevoir en termes technologiques seulement. Il faut éviter encore tout refus américain de la parité, tout neutralisme ou tout nationalisme agressif en Europe. Une dissuasion européenne indépendante sous contrôle franco-allemand serait inacceptable pour l'URSS et déstabiliserait les relations américano-soviétiques.

Il convient également de prendre en compte le changement de la nature des missions assignées à l'appareil de défense. Après 1968, un lien plus étroit a été établi entre la limitation des armes stratégiques et la réduction des forces conventionnelles en Europe.

⁹ H.D. Lasswell, "The Garrison State", *American Journal of Sociology*, vol.46, pp.455-468.

Ces forces doivent contribuer à la stabilité stratégique par un meilleur équilibre politique interne de l'OTAN et par la stabilité politique de chacun de ses États-membres. La présence militaire américaine continue d'y tenir une place importante, que l'inélasticité des effectifs de la nouvelle armée de métier peut mettre en péril. En revanche, à l'exception de la Corée du Sud, aucune autre présence militaire permanente des États-Unis n'est nécessaire – à condition que l'URSS limite la sienne à l'Égypte et à la Syrie. Une force mobile polyvalente de renforcement de l'OTAN en cas de crise, et de réaction à toute initiative militaire soviétique en dehors d'Europe, s'avère à l'inverse indispensable. Les forces navales peuvent jouer un rôle stabilisateur dans l'Atlantique-Nord et la Méditerranée, mais guère au-delà (bien que leur impact négatif sur la stabilisation serait marginal, à l'exception possible de l'océan Indien). Enfin, la concurrence que se livrent les superpuissances dans le Tiers-monde devra éviter l'assistance militaire à des pays au bord de la guerre : l'exemple du Moyen-Orient et des hostilités entre Israël et les pays arabes en 1973 suggère que ces pays peuvent échapper au contrôle de leurs partenaires-tuteurs respectifs, et mettre en danger la stabilité d'ensemble.

Ceci ramène à la “démocratisation fondamentale”, qui rend illusoires, voire contre-productives les opérations souterraines – tentatives de manipulation politique, de subversion, de soutien de guérillas – dans les nations du Tiers-Monde. Celles qui ont eu lieu en Amérique latine ont échoué, et bien qu'on puisse citer quelques contre-exemples en d'autres endroits, il n'est pas interdit de penser que la capacité des pays développés à y changer le cours des choses par de telles méthodes a été très exagérée. De même, la subversion communiste au sein des démocraties libérales ne semble plus à craindre. En d'autres termes, la croyance en la victoire inéluctable du communisme dans les régions les moins stables ou les moins développées du globe ne se justifie plus. Dès lors, l'accent mis dans les pays développés sur la guerre anti-insurrectionnelle par des officiers qui n'ont pas saisi les limites nouvelles du recours à la force constitue un véritable danger de déstabilisation.

Suivent alors des développements d'une dizaine de pages sur la configuration sociale et institutionnelle des armées que réclame la nouvelle situation, développements qui insistent sur la nécessité de laisser s'épanouir le professionnalisme militaire (efficacité et stabilité sont à ce prix) tout en maintenant des liens forts entre armées et sociétés environnantes (condition, pour les premières, de leur légitimité politique interne, et d'un recrutement satisfaisant). Janowitz juge l'esprit citoyen et le patriotisme indispensables à la viabilité de la nouvelle armée de métier américaine mise sur pied entre 1969 et 1973 : une coupure entre elle et la société serait très dommageable. La conscription sélective qui avait existé jusque-là ne pouvait survivre à la diminution des effectifs envisagée après le Vietnam, dans un contexte de détente et de réduction de voilure en matière de troupes stationnées de manière permanente à l'étranger. Il fallait donc en prendre son parti. Mais une gestion des personnels militaires fondée sur des contrats courts pour les troupes de combat au niveau du rang et de son encadrement immédiat fournirait une assez bonne approximation du soldat-citoyen d'antan pour maintenir des liens dotés de sens entre civils et militaires, et prévenir tout excentrement politico-idéologique des cadres de métier.

Intérêt, réception et postérité de l'article

On voit en quoi cet article a pu constituer le point de départ d'un nouveau paradigme dans le champ des études stratégiques. Non seulement il fait fusionner la perspective politique, interne et externe, et le point de vue technique, mais encore il réintroduit dans l'équation les forces classiques, bien oubliées des stratèges civils américains des décennies 1950 et 1960, âge d'or de la réflexion stratégique à l'ombre des armes nucléaires. Janowitz y resitue l'ensemble dans une réflexion fondamentale: un cadre de pensée tiré de diverses disciplines des sciences de l'homme, et qui contrairement à la théorie des jeux prend en compte la *dynamique* des relations internationales. L'approche est explicitement wébérienne (adaptation rationnelle au contexte par changement de finalités et de moyens, prise en considération d'éléments irrationnels éventuels, place centrale de la force par irréductibilité des conflits et nécessité d'une régulation – même si la structure de la situation nouvelle impose de limiter le recours à la force –, perspective historique, éthique de responsabilité). Elle s'arrête au seuil d'une véritable théorisation des relations internationales, dont Janowitz se demande, comme cet autre wébérien qu'est Raymond Aron, si elle est possible. Le rapprochement n'est pas fortuit: Janowitz connaît Aron, avec lequel il avait créé, en 1966 à Évian, le Comité de recherche 01, "Armed forces & conflict resolution", au sein de l'Association Internationale de Sociologie, et qu'il invitera à siéger au comité de rédaction d'*Armed Forces & Society* lors de la création de cette revue quelques mois après la parution de l'article. L'œil acéré du lecteur aura repéré les nombreux points de contact entre les pensées de l'un et de l'autre.

La remise en cause par Janowitz des conceptualisations de sens commun qui avaient pignon sur rue en matière de pensée stratégique aux États-Unis depuis un quart de siècle sera bien reçue: la période de doute et d'interrogations qui suit la débâcle au Vietnam s'y prêtait. L'influence de Janowitz passe alors par un zénith. Le raidissement reaganien des années 1980 sera beaucoup moins favorable à son *réalisme pragmatique*. L'École de sociologie militaire de Chicago entre alors dans une phase d'opposition constructive aux politiques officielles. Elle aura toutefois l'oreille, au Sénat fédéral, du Démocrate Sam Nunn, cheville ouvrière de la Commission des forces armées, mais aussi de l'armée de Terre (US Army, notamment grâce au général Max Thurman, directeur du recrutement),¹⁰ inquiète des effets de la logique purement économique appliquée à la gestion de la nouvelle armée intégralement professionnalisée. La notion de *constabulary force* reviendra dans l'actualité de la pratique des armées (quoique souvent à la manière de Monsieur Jourdain) sur le terrain des opérations en faveur de la paix dans les années 1990. La pensée de Morris Janowitz semble avoir disparu des radars après le 11 septembre 2001. Nul doute qu'au moment où se profile une nouvelle guerre froide avec la Chine, les États-Unis trouveraient profit à la reconsidérer s'ils veulent échapper à ce que Graham Allison a dénommé le "piège de Thucydide"...

¹⁰ Ensemble, grâce à la persévérance et à l'entregent de Charles Moskos, professeur à Northwestern University et fidèle lieutenant de Janowitz, ils parviendront à imposer un *Montgomery GI Bill* permettant la survie, grâce à des contrats courts dérogatoires, du soldat-citoyen dans des armées qui semblaient vouloir lui tourner le dos sans esprit de retour.